

TPE-PME : 10 propositions pour une relance responsable

Laissées de côté dans les médias durant le Covid-19, les TPE-PME représentent pourtant 99% des entreprises françaises. Fortement impactées par la crise, les survivantes veulent accélérer leur transition écologique et numérique en s'appuyant sur les territoires.

Temps de lecture : minute

9 juillet 2020

Si des mastodontes comme PSA, Airbus ou BlaBlaCar ont été impactés par le Covid-19, il paraît évident que les TPE-PME ont subi le même sort. Pour recueillir leur ressenti, [Leboncoin](#) et le Groupe SOS, soutenus par de nombreux mouvements, ont lancé une enquête intitulée “la parole aux TPE-PME” à laquelle 278 chef·fe·s d’entreprise ont répondu. Suite à l’analyse des résultats, 10 propositions ont été établies pour faciliter la relance de ces entreprises.

Des petites entreprises très affaiblies malgré les aides d'État

Pour sortir de cette crise de trésorerie, 8 TPE-PME sur 10 ont utilisé les aides proposées par le gouvernement qu'elles ont majoritairement (80%) trouvé utiles et adaptées. Elles ont particulièrement sollicité le chômage partiel, les reports d'échéances ou encore un prêt garanti par l'État. Les TPE, en revanche, se sont senties bien seules. Un quart d'entre elles n'ont utilisé aucun des dispositifs mis à leur disposition, généralement parce qu'elles n'étaient pas éligibles à ceux-ci (17%). On remarque ainsi que 30% des TPE ont recouru au chômage partiel contre 76% des PME et 35%

de TPE ont demandé un report d'échéances contre 61% pour les PME. Le forfait solidarité TPE a seulement été sollicité par 28% des TPE.

Malgré tout, ces dispositifs n'ont pas permis de juguler les pertes d'activité et de chiffre d'affaires rencontrées par ces entreprises. Face au confinement et à la fermeture des frontières, plus de 66% TPE-PME ont vu leur activité réduite et 18% totalement mise à l'arrêt. Plus de trois quart d'entre elles qualifient, à juste titre, l'impact de la crise de négatif ou très négatif. Une PME sur 5 estime même qu'elle risque aujourd'hui de faire faillite. Peu mises en avant, ces petites entreprises sont pourtant le ciment de l'économie française et leur disparition pourrait handicaper les nombreuses autres sociétés qu'elles fournissent.

Une prise de conscience écologique et numérique

Si la gestion de crise divise, les TPE-PME sont unanimes sur le caractère stratégique de la transition numérique pour leur avenir. Cette crise leur a permis de prendre conscience du retard qu'elles avaient dans leur digitalisation. 56% d'entre elles annoncent ainsi vouloir investir davantage dans ce secteur à l'avenir particulièrement dans la vente en ligne, l'exploitation des données et la gestion commerciale. Mais encore faut il savoir comment faire. Dans le commerce et l'industrie, 16 et 21% des dirigeants se sentent perdus sur le chemin à prendre.



À lire aussi

#Etude : Une TPE française sur deux a besoin d'argent, et rapidement !

La transition écologique est le second point qui préoccupe ces entrepreneurs. Près de la moitié d'entre eux attendent que le gouvernement renforce les mesures incitatives déjà prises et 60% veulent renforcer leurs investissements pour réduire leur impact environnemental. Aujourd'hui, leurs actions se concentrent sur la valorisation des déchets, les achats responsables et le développement des produits ou de services plus verts. À l'avenir, elles souhaiteraient qu'une politique globale de transition, favorisant les synergies entre entreprises, soit mise en place pour accélérer ce changement.

10 propositions pour activer la relance de ces

petites entreprises

Lors de l'atelier consultatif organisé pour analyser les résultats, les dirigeant·e·s des réseaux ayant soutenu l'étude, ont identifié dix solutions pour favoriser la relance d'une économie verte et décarbonée :

- faire évoluer les finalités des politiques de développement économique des collectivités territoriales : les collectivités territoriales doivent jouer un rôle d'animateur et de facilitateur pour encourager le développement des ressources présentes sur le territoire.
- renforcer l'engagement des entreprises dans les décisions publiques : 80% des TPE-PME se disent attachées à leur territoire. Elles aimeraient que leurs avis soient davantage représentés dans les instances décisionnelles comme les conseils de développement économique.
- convertir l'engagement des TPE-PME en fixant un principe d'éco-conditionnalité des aides.
- promouvoir une commande publique et privée qui privilégie des achats responsables.
- renforcer les démarches de promotion du savoir-faire et des productions locales.
- créer des dispositifs d'accompagnement visant à favoriser les synergies inter-entreprises sur le territoire.
- mettre en lien les entreprises avec les autres parties prenantes du territoire (habitants, universités, écoles, centres artistiques) dans des tiers lieux, par exemple.
- favoriser l'insertion et l'emploi dans les territoires par des politiques fiscales incitatives (suppression des charges patronales, subventions de formation pour la mobilité interne) et en renforçant le rôle des collectivités territoriales sur ce point.
- mettre en place des mécanismes d'incitation à la transition numérique (crédits d'impôt, financements conditionnés).
- faire du territoire un terrain d'expérimentation pour favoriser

l'innovation et révéler les potentiels.

En somme, Leboncoin et le Groupe SOS appellent à l'élaboration d'un plan de relance national basé sur une économie verte et décarbonée, réalisée grâce au numérique, mis en place à l'échelle des territoires et en étroite collaboration avec les entreprises.

Article écrit par Anne Taffin